



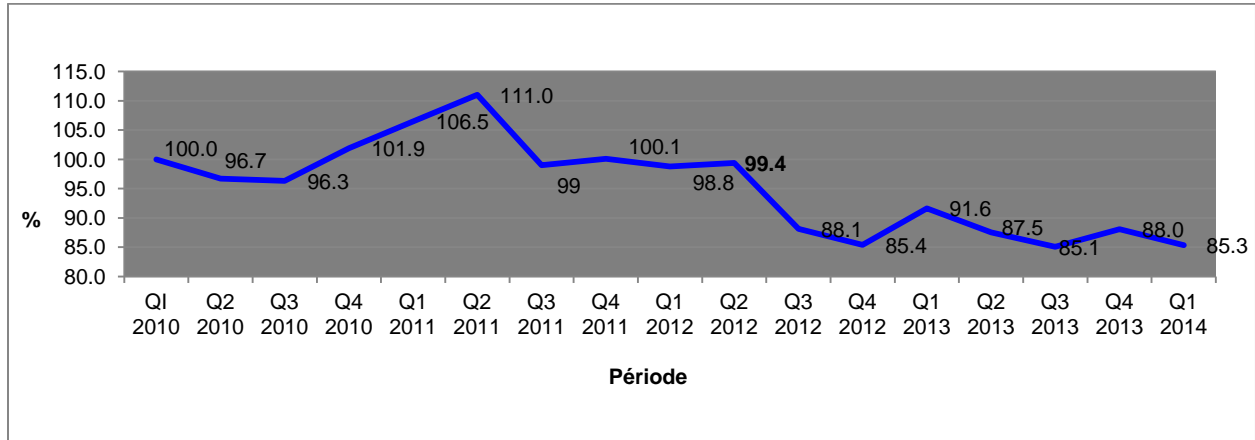
MCCI Business Confidence Indicator



16^{ème} Edition
1^{er} Trimestre 2014

I. L'INDICATEUR DU CLIMAT DES AFFAIRES EN Q1 2014

Graphique 1 : L'indicateur synthétique de confiance pour l'ensemble des entreprises



*Baisse de 3,1
pourcent de
l'indicateur
synthétique
du climat des
affaires au
premier
trimestre de
2014.*

En ce premier trimestre 2014, nous remarquons un recul de l'indicateur synthétique du climat des affaires à Maurice.

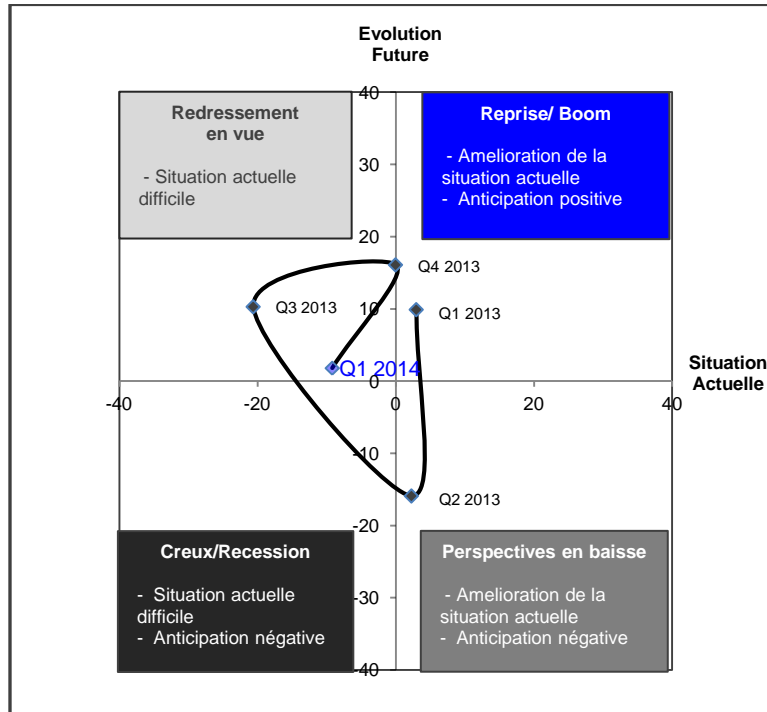
En effet, sur la base de l'enquête trimestrielle de conjoncture, effectuée entre le 21 Février et le 14 Mars 2014, nous constatons que l'indice de confiance des chefs d'entreprise a baissé de 3,1 pourcent (2,7 points) et s'est établi, désormais, à 85,3 points.

Depuis 2012, nous constatons que l'indicateur évolue nettement en dessous de la moyenne de long-terme des 100 points de base, reflétant une phase de ralentissement de la croissance.

Ce résultat négatif au premier trimestre de 2014 et la faiblesse continue de l'indicateur indique que l'économie mauricienne n'est pas encore sortie d'affaires.

II. LE BAROMETRE ECONOMIQUE EN Q1 2014

Graphique 2 : MCCI Baromètre Economique



Le baromètre économique permet d'appréhender l'évolution de l'économie mauricienne à court terme.

Le baromètre économique, basé sur la méthodologie CESifo, permet de voir l'évolution de deux composantes de l'indice du climat des affaires, à savoir la moyenne arithmétique des évaluations de la situation actuelle et les perspectives économiques pour les trois prochains mois.

Les évaluations sur la situation économique actuelle sont positionnées le long de l'abscisse, les réponses sur les attentes économiques sur l'axe des ordonnées.

La corrélation entre ces deux composantes peut être illustrée par un diagramme à quatre quadrants, définissant les quatre phases du cycle économique.

*Les évaluations
des
entrepreneurs
sur l'évolution
des affaires sont
défavorables.*

*Nous nous
trouvons dans le
quadrant
« Redressement
en vue »*

Ainsi, à partir des prévisions des entrepreneurs pour le moyen terme nous pouvons analyser le présent, et avoir un aperçu utile de l'évolution de l'économie mauricienne.

Ce trimestre, l'indicateur du climat des affaires a reculé. Cette baisse s'explique par une dégradation des évaluations des entrepreneurs sur l'évolution des affaires au cours de ce trimestre.

En effet, sur la situation actuelle, le solde des évaluations des entrepreneurs est négatif à -9,2 pourcent. Environ 31 pourcent des entrepreneurs consultés ont constaté une baisse de leurs ventes au cours de ce trimestre. Vingt-deux pourcent ont affirmé l'opposé, à savoir une amélioration de leurs chiffres d'affaires.

Au sujet de la deuxième composante, les évaluations sur les perspectives futures, le solde des opinions des entrepreneurs est légèrement positif à 1,8 pourcent, ce qui a limité la baisse globale de l'indice.

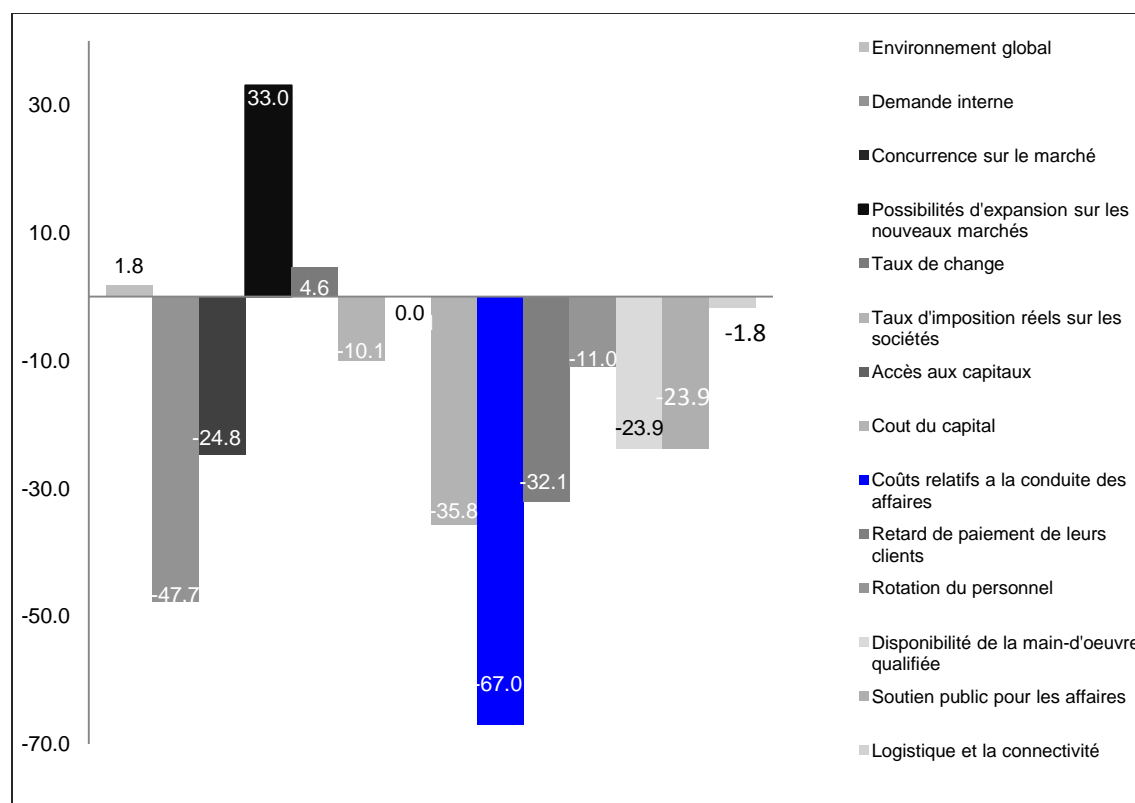
La corrélation entre ces deux éléments nous montre que l'indice se trouve maintenant dans le quadrant "**Redressement en vue**" du baromètre.

Nous observons un net recul dans l'évolution du baromètre par rapport au résultat du premier trimestre de 2013. Ce repli est inquiétant et reflète une morosité manifeste.

Si cette tendance se confirme lors des prochains trimestres, nous pouvons craindre un affaiblissement de la croissance économique pour 2014 par rapport à 2013.

III. LES FACTEURS QUI INFLUENT SUR LA PERFORMANCE DE L'ENTREPRISE

Graphique 3 : Solde des évaluations des entrepreneurs sur l'influence des déterminants



10 facteurs ont eu une incidence négative.

Une analyse des données nous permet de souligner que sur les quatorze facteurs déterminants, dix ont eu une incidence négative sur la performance des entreprises au cours de ce trimestre.

Commençons par ce qui constitue le principal obstacle à la performance des entreprises : *les coûts relatifs à la conduite des affaires*.

Plus des deux tiers des dirigeants d'entreprises consultés, déclarent que l'imprévisibilité et la hausse inconsidérée des coûts indirects ont fortement affecté la conduite des affaires. Ces coûts

comprennent entre autres les différentes charges, le non respect des règles et des normes, les difficultés d'accès aux terres, la corruption, les problèmes liés à l'infrastructure ou encore à l'énergie, à la fourniture d'eau et aux transports.

Un exemple de l'alourdissement de ces coûts est la hausse, sans aucune consultation, des « *Trade Fees* » et des « *Advertisement Fees* ». Pour les entrepreneurs ces augmentations, entre 100 et 500 pourcent, sont inconcevables en ces temps difficiles.

Le deuxième facteur ayant eu une incidence négative sur la performance des entreprises est la faiblesse de la demande interne. Nous constatons, depuis 2009, une vive décélération du taux de croissance de la consommation à Maurice.

En effet, le taux est passé de 6,5 pourcent en moyenne sur la période d'avant crise, 2004 à 2008, à 2,5 pourcent, en moyenne, sur la période post crise, 2009 à 2013.

Les attitudes de consommation sont généralement influencées à la baisse en situation d'incertitude économique et le consommateur adopte un comportement prudentiel.

En outre, de par son faible contenu en emploi, le niveau de notre croissance économique sur la période récente s'est avéré insuffisant pour enclencher une véritable dynamique de la demande, affectant ainsi la performance des entreprises.

Le troisième élément, le coût du capital. En ces temps difficiles, l'objectif principal des entreprises est de diminuer le coût des opérations afin de rester compétitifs sur le marché.

Le niveau élevé des taux d'intérêt impliquent un coût d'usage du

capital plus important. Cela, d'une part, affecte la compétitivité des entreprises et, d'autre part, freine les investissements.

En ce moment, la détente serait plus judicieuse pour encourager un cercle vertueux ou la baisse des taux d'intérêt inciterait fortement l'investissement privé, nourrissant ainsi une croissance dynamique de l'activité économique.

D'autres facteurs ont aussi eu un impact négatif. Ils sont comme suit :

- Les retards de paiements.
- La compétition féroce sur le marché.
- Le manque récurrent de main d'œuvre qualifié.
- Le manque de soutien public.
- La rotation du personnel.
- Les taux d'impositions effectives sur les sociétés.
- Les problèmes de logistiques et de connectivités.

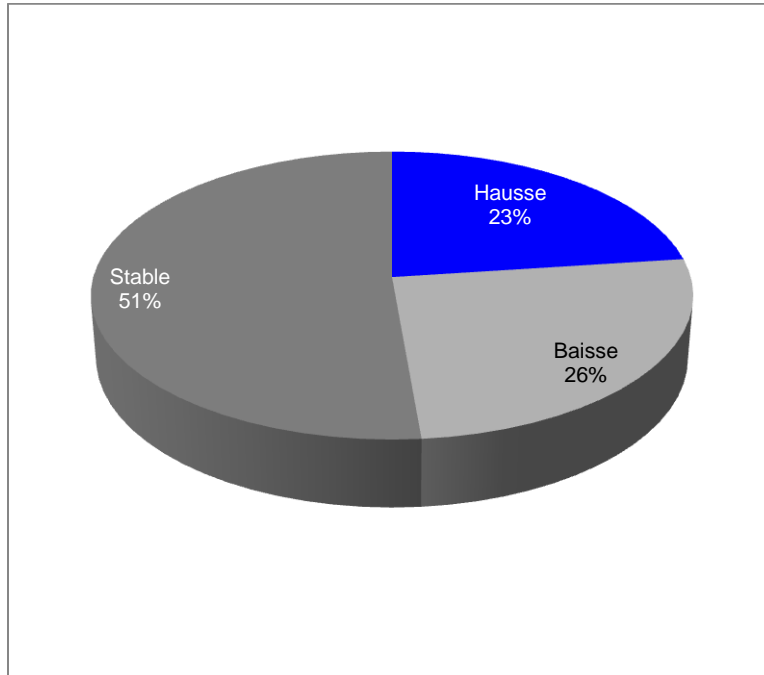
Néanmoins, certains éléments ont facilité les affaires au cours de ce trimestre.

Les dirigeants affirment que les opportunités significatives ont pu être identifiées, en particulier sur la région et sur le continent africain.

Une politique de change compétitive et l'amélioration de l'environnement global ont été les deux autres éléments positifs.

IV. L'INVESTISSEMENT

Graphique 4 : Evaluations des entrepreneurs sur l'évolution de l'investissement au cours des 12 prochains mois par rapport à la même période l'an dernier



Les anticipations sur l'investissement pour les douze prochains mois en baisse.

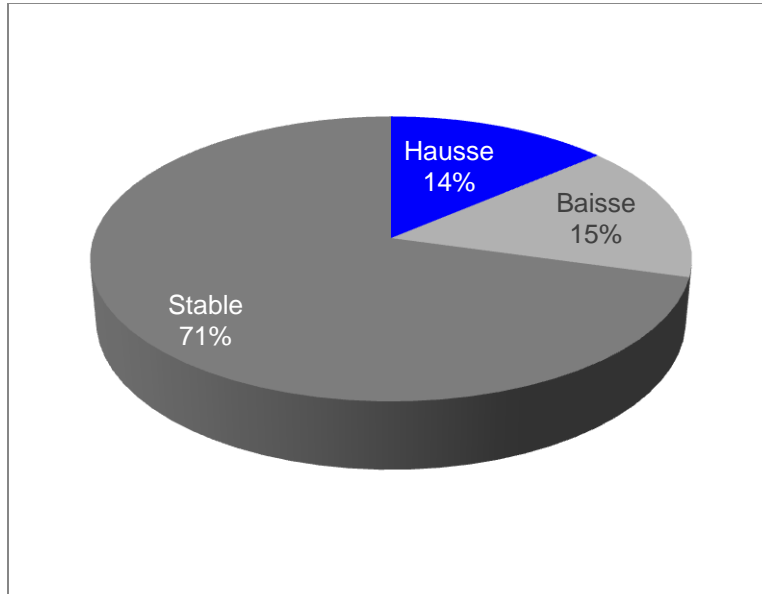
Ce trimestre les entrepreneurs prévoient une baisse de leurs investissements sur les douze prochains mois. Le solde de leurs anticipations est négatif à approximativement 3 pourcent.

Plus d'un quart des sondés affirment qu'ils vont baisser le niveau de leurs investissements au cours des douze prochains mois par rapport au douze mois précédents. Vingt trois pourcent affirment l'inverse.

Les entrepreneurs affirment qu'au vu des perspectives économiques et aussi du niveau des taux d'intérêts, ils vont limiter leurs dépenses d'investissements.

V. L'EMPLOI

Graphique 5 : Les intentions d'embauches



Le pessimisme des entrepreneurs pourraient avoir un effet défavorable sur le marché de l'emploi

Au sujet des perspectives d'embauche, le solde des opinions des entreprises questionnées est négatif.

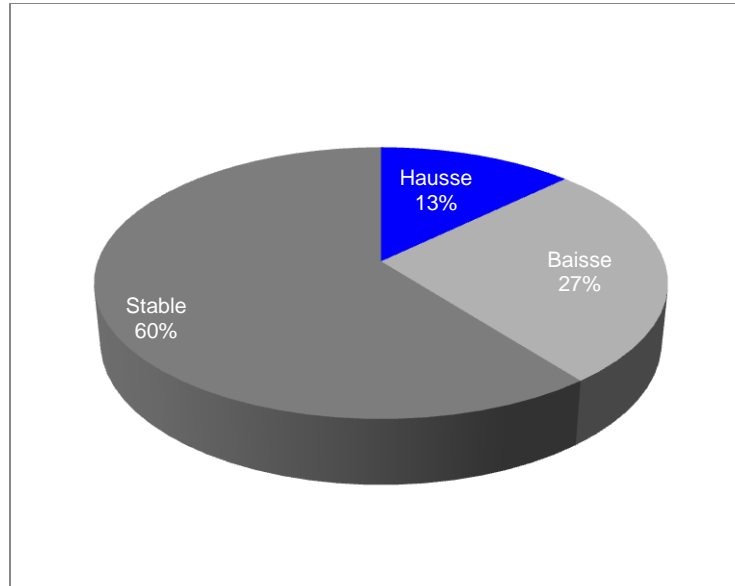
Quinze pourcent des sondés affirment qu'ils vont baisser leurs effectifs dans les mois à venir, au vu de la baisse continue de la demande interne et, aussi, du manque de main d'œuvre qualifié sur le marché.

De plus, 71 pourcent des entrepreneurs indiquent qu'ils ne vont pas augmenter leurs effectifs.

Si cette tendance se maintient au cours des prochains trimestres, nous pouvons nous attendre à une augmentation du nombre de chômeurs en 2014.

VI. LA POLITIQUE DES PRIX

Graphique 6 : L'évolution des prix en Q1 2014



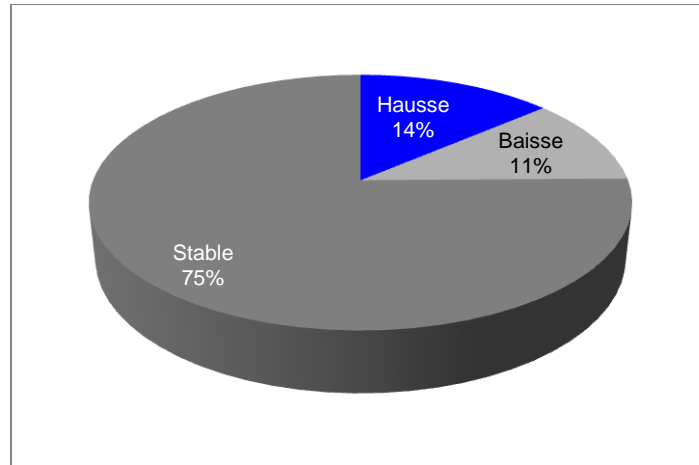
*Les prix en
baisse en Q1
2014.*

Concernant l'évolution des prix au premier trimestre 2014, les évaluations des chefs d'entreprises est négatives indiquant en moyenne une baisse du niveau général des prix.

En effet, à la question sur l'évolution des prix de vente ou de prestations de services au cours des trois derniers mois, 27 pourcent des sondés ont indiqué avoir eu recours à des baisses de prix, pour continuer à être compétitifs sur leurs marchés. Treize pourcent ont procédé à des hausses.

Une majorité, 60 pourcent des entrepreneurs du panel, ont maintenu leurs prix.

Graphique 7 : L'évolution des prix au cours du prochain trimestre



Une inflation maîtrisée en 2014.

Pour le prochain trimestre, nous constatons que la tendance pourrait s'inverser.

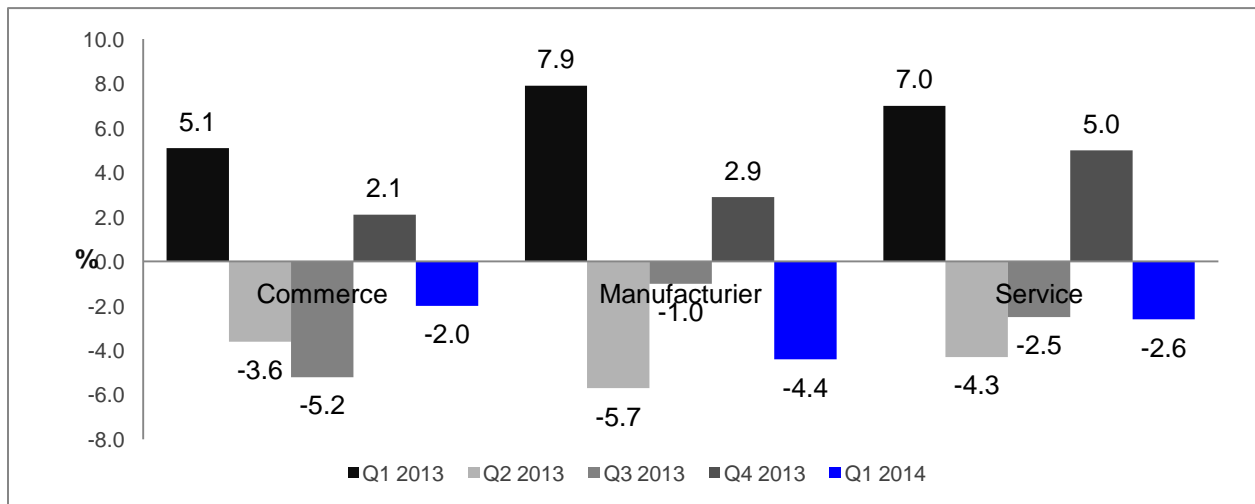
Le solde des anticipations des entrepreneurs sur cette variable est positif à 3 pourcent, indiquant une hausse probable du niveau des prix au deuxième trimestre.

Néanmoins, la très grande majorité des entrepreneurs consultés, 75 pourcent du panel, indiquent qu'ils vont favoriser la stabilité des prix au cours du prochain trimestre, vu la faiblesse de la demande et aussi de la compétition de plus en plus agressive.

Au vu de la hausse relativement modérée du solde des anticipations et de la stabilité observée durant les 3 derniers mois, l'année 2014 devrait être marquée par la maîtrise des prix, toutes choses égales par ailleurs.

VII. LA TENDANCE SECTORIELLE DE L'INDICATEUR DU CLIMAT DES AFFAIRES EN Q1 2014

Graphique 8 : L'indicateur de confiance selon les secteurs d'activités



Baisse généralisée de l'indice de confiance à travers tous les secteurs d'activités.

Pour ce trimestre, les appréhensions sont de retour sur l'ensemble de notre tissu économique. L'indice de confiance est en baisse pour tous les secteurs d'activités.

Une analyse approfondie nous montre que c'est le secteur manufacturier qui a enregistré la plus forte baisse.

Après l'embellie observée au dernier trimestre de 2013, l'indicateur de confiance pour ce secteur d'activité est reparti à la baisse, à un taux de 4,4 pourcent, au premier trimestre 2014.

Les trois variables utilisées dans l'estimation de l'indicateur pour ce secteur sont défavorables. Les industriels affirment que les chiffres de ventes sont moyens pour ce premier trimestre et anticipent un effet d'entraînement au deuxième trimestre de cette année.

De plus, compte tenu de la faiblesse de la demande, le niveau des stocks demeure élevé !

Ces éléments devraient peser sur la capacité financière des entreprises concernées et par conséquent limiter les possibilités pour les investissements ou encore les opportunités de croissance.

S'agissant du secteur du commerce, après un dernier trimestre 2013 encourageant, avec une hausse d'environ 2 pourcent, l'indicateur repart à la baisse.

Les commerçants, petits ou grands, tirent la sonnette d'alarme. Ils ont constaté une régression de leur chiffre d'affaires au cours de ce trimestre du fait de la baisse conjointe de la fréquentation de leurs points de ventes, du taux de transformation des visiteurs en clients et, aussi, du panier moyen.

De plus, ils affrontent une rude compétition, en particulier du secteur informel, c'est-à-dire l'ensemble des activités économiques qui échappent à l'État et qui se réalisent en marge de la législation.

Sur les services, aussi, nous constatons une détérioration de l'indicateur de confiance. L'indice a baissé de 2,6 pourcent.

Si nous voulons retrouver le chemin d'une croissance forte et durable, nous devrions réfléchir aux meilleurs moyens pour revigorer les différents secteurs d'activités de Maurice.

Pour cela il faudra commencer par mettre en place des politiques conjoncturelles de soutien à la croissance effective.

VIII. CONCLUSION

Pour conclure, nous pouvons tirer quelques observations de cette étude.

Premièrement, la dernière enquête conjoncturelle nous montre que la confiance des entreprises s'est dégradée au premier trimestre de 2014 après la hausse momentanée que nous avons observé à la fin de 2013. Il se situe actuellement à 85,3 points.

Depuis le premier trimestre 2012, l'indice évolue en dessous de la moyenne de long terme des 100 points de base, reflétant les appréhensions sur les perspectives de Maurice et indiquant, toutes choses égales par ailleurs, que nous nous maintenons dans une phase de ralentissement de la croissance.

Deuxièmement, aucun secteur n'est épargné. La baisse est généralisée sur l'ensemble de notre tissu économique et tous les indices de confiance sectoriels sont en baisse.

Troisièmement, cette détérioration de la confiance pourrait impacter négativement sur l'investissement. En effet, les moyennes arithmétiques des évaluations des entrepreneurs sur cette variable sont défavorables globalement.

Etant donné que le taux d'investissement est à un niveau assez faible, nous ne pouvons qu'être inquiets car cette variable est une variable déterminante pour la performance économique actuelle et future.

Quatrièmement, sur les prix, le solde des opinions des panelistes est négatif indiquant une baisse du niveau général des prix. Au

Ce résultat ne restera pas figé et est amené à être modifié soit à la hausse ou à la baisse dans les jours, les mois à venir dépendant de données nouvelles.

prochain trimestre, le solde des anticipations est légèrement positif, indiquant un léger ajustement à la hausse du niveau général des prix.

Néanmoins, vu que la grande majorité des sondés indiquent vouloir maintenir leurs prix, nous pouvons espérer que l'inflation sera maîtrisée en 2014..

Cinquièmement, sur les intentions d'embauches, Il y a eu une baisse des évaluations des entrepreneurs ce trimestre. Si cette tendance se confirme au cours des prochains trimestres, nous aurons une détérioration du taux de chômage en 2014.

Dernièrement, la corrélation entre la composante « les évaluations des entrepreneurs sur l'évolution de leurs chiffres d'affaires » et la composante « les anticipations futures des entrepreneurs » nous indique que nous nous trouvons dans la phase descendante du cycle économique. Si cette tendance se confirme lors des prochaines enquêtes, nous pouvons craindre un ralentissement de l'activité pour 2014 avec un taux de croissance économique égale ou inférieur à celui de 2013, toutes choses égales par ailleurs.

Ce résultat est une image instantanée de l'état d'esprit de nos entrepreneurs au moment où les questions ont été posées et elle ne restera pas figée. Dans les jours, les mois à venir, dépendant de données nouvelles, l'indicateur synthétique du climat des affaires est amené à être modifié soit à la hausse ou à la baisse

ANNEXE – LA METHODOLOGIE

*La
méthodologi
e utilisée
pour
construire
cet
indicateur
synthétique
du climat
des affaires
est celle
préconisée
par l'OCDE*

Le « MCCI Business Confidence Indicator » est un indicateur synthétique du climat des affaires à Maurice et permet de résumer, en une variable unique, l'évolution concomitante de plusieurs variables et ainsi de transcrire l'état d'esprit et le moral des chefs d'entreprise. Plus il est haut, plus les hommes d'affaires considèrent que la conjoncture est favorable, et vice-versa.

L'objectif est de recueillir des informations sur la situation économique du moment et de son évolution afin de pouvoir disposer d'une vue synthétique du monde entrepreneurial.

La méthodologie utilisée pour construire cet indicateur synthétique du climat des affaires est celle préconisée par l'OCDE¹, à savoir :

- préparer un questionnaire avec des questions qualitatives et trimodales
- utiliser des techniques de traitement harmonisé,
- mettre en place un panel fixe représentant vingt pourcent des membres de notre organisation,
- procéder à une enquête de conjoncture auprès du panel dans une période de trois semaines au maximum,
- effectuer une pondération des réponses en fonction de la taille des entreprises.

Pour pouvoir suivre l'évolution de cet indicateur, nous devons réaliser cette enquête de manière répétitive auprès du même panel. Dans notre cas, nous avons opté pour une enquête trimestrielle.

¹ OECD : *Business Tendency Surveys – A Handbook*, 2003

Les auteurs de cette publication :

Dr. Renganaden Padayachy
rpadayachy@mcci.org

Sanroy Seechurn
sseechurn@mcci.org



3, Royal Street
Port Louis
Tel : +230 208 33 01 / Fax : +230 208 00 76
www.mcci.org